

L'Etat et le matérialisme dominant

Jacques Fontanel

In

Les fondements de l'action économique de l'Etat

Université Pierre Mendès France Grenoble

Grenoble, 2000

Résumé : L'Etat fait souvent référence au service public non marchand, dans une situation historique qui donne aux valeurs matérielles la priorité des actions des individus et des unités économiques. Pourtant, il est aujourd'hui dominé par le matérialisme et les solidarités sont vacillantes. L'information et ses vecteurs sont devenus incontrôlables pour les Etats, et les démocraties sont en danger.

Summary: The state often refers to non-market public service, in a historical situation that gives material values priority over the actions of individuals and economic units. However, it is today dominated by materialism and solidarity is wavering. Information and its vectors have become uncontrollable for States, and democracies are in danger.

Mots clés : Etat, matérialisme, solidarité, information, démocratie
State, materialism, solidarity, information, democracy.

Il faut rappeler que l'Etat fait souvent référence au service public non marchand, dans une situation historique qui donne aux valeurs matérielles la priorité des actions des individus et des unités économiques. Dans ces conditions, l'Etat souffre du matérialisme dominant. Cette situation n'est pas sans créer un danger important sur la démocratie qui, dans les pays développés au moins, constitue une valeur défendue par les Etats eux-mêmes : or, ceux-ci ne contrôlent plus les informations, dans un univers qui accepte la perte progressive des solidarités. La réduction du rôle de l'Etat, qui était souvent le garant de ces valeurs, conduit inéluctablement à un monde fondé sur les inégalités et la violence. La globalisation, destructrice des valeurs de l'Etat, conduit inéluctablement à un regain inquiétant de la violence.

Le matérialisme dominant

L'idée selon laquelle la maximisation de la consommation personnelle est centrale dans le bien-être est un principe vieux d'à peine deux siècles. Sans cette croyance fortement ancrée, la structure d'encouragement du capitalisme, au même titre que le concept moderne de croissance, n'a pas de sens. Pour les Egyptiens, " l'autre vie " après la mort était au centre des préoccupations quotidiennes. Le pharaon se préoccupait d'abord de sa vie éternelle et la construction des pyramides prenait alors tout son sens. Les opinions et biens personnels n'étaient pas valorisés, seuls comptaient les biens collectifs sur terre, et la vie éternelle. Les Romains, fameux stratèges et organisateurs, n'étaient que très faiblement concernés par les affaires commerciales (les sénateurs ne pouvaient d'ailleurs exercer une activité de ce type), les subventions alimentaires étaient courantes et le juste prix était la règle. La richesse n'était pas un but, à part la magnificence publique. Les chinois avaient une technologie plus évoluée qu'en Europe (hauts-fourneaux, poudre, canons, papier, ponts à suspension, porcelaine, imprimerie, allumettes, etc), ils auraient pu conquérir le monde. Mais ces technologies, perçues comme une menace par les nobles, étaient contrôlées socialement par les textes canoniques de Confucius qui donnaient la solution de tous les problèmes, en limitant le champ d'application des innovations.

Contrairement à l'Empire romain, le travail est le centre de la vie sociale, le passage à l'âge adulte, le lieu privilégié de réalisation de son identité, l'objet de ses investissements intellectuels et de ses connaissances techniques. Le travail est une fin, celle de la réalisation de l'oeuvre de chaque homme. Il est à la fois son propre espace de liberté par sa compétence, et le lieu de ses propres aliénations. Le chômage est devenue de ce fait un indicateur essentiel de " l'horreur économique ". Comme la

croissance économique a été constante, le chômage a favorisé l'émergence d'une nouvelle répartition des revenus, au bénéfice des managers, des actionnaires ou des prêteurs. Les inégalités entre groupes s'expliquent par la faible substituabilité entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés et par la faible application de l'égalisation des salaires à travail qualitativement et quantitativement équivalent. Les salaires individuels ne reflètent pas les capacités individuelles. Dans le monde réel, les salaires sont liés au travail et non au travailleur. Plusieurs causes de différenciation interviennent, comme l'existence des syndicats, la connaissance recyclée, la dérégulation de certaines industries, l'augmentation de la population (notamment immigrée), les droits à la retraite et les programmes sociaux. Les revenus dépendent de critères pas toujours bien élucidés, notamment pour les hauts revenus. S'il existe des îlots de richesse, il existe aussi des océans de pauvreté.

La fin des solidarités

La plupart des actions nationales et internationales de solidarités subissent la crise. Selon Gary Becker, le capitalisme a besoin des droits de propriété pour fonctionner, mais pas nécessairement des biens publics. Selon lui, on pourrait tout aussi bien assurer une sécurité privée. Or, pour Thurow, le coût en serait excessif, en l'absence d'une discipline collective difficile à mettre en place, car le capitalisme n'accorde aucune valeur aux idéaux sociaux comme l'honnêteté ou l'égalité. Pourtant, l'être humain est défini aussi par un support social, sans lequel il ne pourrait survivre. Les règles du jeu de l'ordre social ont toujours été définies, afin d'éviter un individualisme exacerbé fortement destructeur de toute valeur et même de toute vie sociale. L'altruisme, comme fondement du développement de sa propre sécurité, existe aussi.

Comme la matière grise constitue l'avantage compétitif décisif, les firmes devraient inclure de plus en plus de force de travail qualifiée dans leur organisation, mais avec la crise, elles font l'inverse. Elles n'ont aucune loyauté envers leurs travailleurs. La question est de savoir comment le système capitaliste peut fonctionner alors que l'intelligence ne peut pas être appropriée. Le salariat a connu le taylorisme (pas encore mort), le toyotisme (avec une culture d'entreprise) et la haute technologie. Ces transformations bouleversent les rapports sociaux. Dans le modèle américain, la gestion de l'emploi est laissée aux mécanismes du marché, même s'il subsiste parfois, dans les procédures de licenciements, la règle des "derniers embauchés, premiers licenciés". Dans le modèle japonais, l'emploi à vie est modulé par le caractère variable des rémunérations et la protection de l'économie nationale traditionnelle. Enfin, le modèle

européen est fondé sur la lutte contre le chômage et les ressources garanties, mais, pour soutenir la concurrence internationale, avec l'acceptation d'une meilleure flexibilité, le recours au chômage technique ou au travail temporaire, la recherche d'une pleine exploitation des outils. La protection sociale est à redéfinir. Le rôle des syndicats est contesté.

L'origine de la dette des pays en développement se trouve dans l'euphorie du commerce des matières premières qui suit le choc pétrolier, conduisant à la substitution des logiques commerciales et financières à celles de l'aide. La crise des paiements du Mexique révèle l'imprudence des emprunteurs du Tiers Monde et de leurs créanciers. Au début de la crise de la dette du Tiers-Monde, les banques supposent une illiquidité temporelle et elles refusent des mesures globales ; cependant, la dette ne fait qu'empirer passant de 1000 à 1500 milliards de dollars de 1985 à 1992. Les premières réductions sont évoquées à Toronto par le G7 en 1988 ; en 1989 apparaît le Plan Brady de programme volontaire d'allègement de la dette, sur la base d'une garantie du gouvernement américain. Si au bout de la période de rééchelonnement (30 ans), pendant laquelle le pays en développement n'a à payer que les intérêts de sa dette, le pays ne peut rembourser le principal, le créancier sera remboursé grâce à des titres spécifiques émis par le Trésor américain. En 1993, 100 milliards de dette ont ainsi pu être restructurées. La crise a été surmontée, même si la dette dépasse encore 2000 milliards de dollars en 1995, malgré les politiques d'austérité financière conduisant à des tensions à la récession et à des coûts sociaux élevés. Cette solution n'a probablement que retardé le problème, mais la solution a été trouvée parce que les banques américains étaient elles-mêmes menacées de faillite. Au fond, charité ordonnée commence par soi-même.

L'Amérique Latine s'est engagée dans la voie d'une libéralisation rapide et risquée, avec un retour aux régimes démocratiques, une intégration régionale accrue, et un assainissement des bases économiques. Cependant, le redressement s'est fait en bradant les patrimoines nationaux, avec une forte privatisation qui a conduit souvent à des fiascos retardés ou à une réduction du service public. Il conduit aussi à un accroissement des inégalités. La démocratie se fait sur un lit d'exclusion sociale, et le développement des 3D (dette, drogue, détournements). Le problème de la dette n'est pas résolu, même s'il ne menace plus la communauté financière internationale, et ce d'autant que les capitaux affluent. L'aisance financière se traduit surtout par un accroissement de la consommation. On peut s'interroger sur la pérennité de ce mouvement.

On peut se demander si l'Afrique est en faillite, avec des résultats économiques et humains désastreux, un PNB inférieur à 350\$ par an, une agriculture représentant encore plus du tiers du PIB et 80 % de ses

exportations sous forme de produits primaires, un endettement très préoccupant, une espérance vie faible, et la propension à la balkanisation. Cependant, l'ampleur de l'économie informelle et des mécanismes de redistribution expliquent que l'Afrique soit moins pauvre qu'il n'y paraît. C'est une économie de plus en plus souterraine, avec des inégalités de revenus extrêmes, caractérisée par l'importance inévitable du clientélisme et la privatisation concrète de la sphère étatique. La crise de l'Afrique s'explique partiellement par la fin de ses rentes des matières premières, de l'aide et stratégique. Cependant, les responsabilités de cette gabegie sont autant internes qu'internationales.

La fin du contrôle de l'information

Nous en sommes à l'étape du savoir, avec l'irruption de l'informatique. Toutes les données de la production, de la commercialisation et de la consommation, fondées sur la mondialisation, s'en trouvent modifiées. Les moyens de communication modernes permettent le développement des transports, des communications, de l'information. Le C3 (communications internes, commandes et fonctions de contrôle) est toujours modelé comme au XIXe siècle, mais les communications modernes font de l'organisation actuelle des sociétés des reliques du passé. Les nouvelles technologies de communication transforment le monde des affaires. Elles favorisent la gestion des sociétés multinationales, qui choisissent leurs implantations avec moins de contraintes géographiques et travaillent avec plus d'équipements et de meilleures technologies. Toute la hiérarchie des décisions en est modifiée, par plus de flexibilité et de rapidité dans l'action. L'éducation est amenée à la fois à intégrer l'altruisme (financement public) et l'égoïsme (financement partiel), afin d'éviter que les riches soient les seuls compétitifs. Les investissements éducatifs ont des taux de retour supérieurs à ceux des équipements et installations industrielles. La question est ensuite de savoir quel type d'éducation est nécessaire, à qui et sur quelle échelle. On doit trouver de nouvelles formes organisationnelles. Tout dépend du traitement et de la rapidité de l'information disponible. Il existe maintenant un village mondial électroniquement interconnecté. Toute l'information mondiale est disponible, il faut seulement savoir où la chercher et comment la contrôler.

La démocratie en danger

Le concept de démocratie est polysémique et dans l'ancienne Athènes, il permettait l'esclavage, qu'acceptaient d'ailleurs les Pères fondateurs des Etats-Unis. La démocratie et le capitalisme ont des

croyances différentes en matière de pouvoir. L'un considère l'égalité des hommes, l'autre pense en termes de substituabilité, d'inégalités, de productivité, de richesses et d'appropriation de ces richesses. Dans les sociétés de marché contemporaines, le pouvoir vient de la fortune et de la position politique¹ (le code du pouvoir de Guillaume). Il est toujours possible de convertir le pouvoir économique en pouvoir politique et inversement. Le capitalisme conduit à une distribution égalitaire du pouvoir d'achat. Ce qui est surprenant, c'est pourquoi la distribution des revenus ainsi produite est aussi large en comparaison des autres distributions de caractéristiques humaines, comme la taille ou le poids des hommes. Même en partant sur des conditions égalitaires, le marché convertit rapidement les égalités en inégalités. Bill Gates a certes du talent, mais aussi beaucoup de chance en affaires.

Depuis toutes les périodes, les sphères politiques et économiques croient dans les inégalités congruentes. Le capitalisme les a défendues et a essayé de démontrer leur justesse et leur droit. Pour Herbert Spencer, le capitalisme élimine le faible, c'est pourquoi il est fort. C'est un mouvement eugénique. Des droits inégaux de vote ne sont pas nécessaires dans les démocraties pour préserver les inégalités capitalistes. Il suffit de convaincre ou de financer les élus potentiels. Le pouvoir économique devient une clef du pouvoir politique. La richesse croissante n'est pas utile pour la consommation, mais pour le pouvoir de décision.

Le développement est un processus de croissance des richesses et de diversification croissante des activités économiques, qui donne à l'homme une plus grande maîtrise de son propre destin contre la nature. La question qui se pose est de savoir si la démocratie est un préalable au développement. Un système éclairé autoritaire peut s'avérer plus utile qu'une démocratie corrompue. Il existe un conflit entre l'idée "égalitariste" de la démocratie (un homme, un vote) et l'inégalité revendiquée par le capitalisme, que la société de "welfare" a cherché à réduire progressivement. Avec la mort du socialisme, le capitalisme n'a plus de compétiteur plausible. Les exclus développent de nouvelles valeurs et ils recherchent de nouvelles organisations. Alors que le capitalisme s'allie parfois à eux, les fondamentalistes religieux souhaitent prendre le pouvoir, en rejetant notamment les valeurs marchandes. Le capitalisme réagit généralement bien aux crises sociales, alors que les démocraties sont mal armées, avec des majorités souvent conservatrices. Les changements structurels massifs requis sont toujours combattus par les intérêts acquis. Il est difficile d'avoir une idéologie égalitaire (démocratie) et un système économique provoquant de fortes inégalités. Le capitalisme américain, qui reçoit le plus fort support populaire, est un faible fournisseur de bénéfices

¹ Guillaume, M. (1974), *Le capital et son double*, PUF, Paris.

sociaux pour les classes moyennes et pauvres. À terme, le soutien populaire risque de manquer au capitalisme, avec l'augmentation des inégalités et l'apparition d'un "lumpen prolétariat". Les nouvelles technologies productives augmentent l'importance des investissements sociaux dans les domaines de l'infrastructure, de l'éducation et de la recherche alors que les valeurs vont vers l'individualisme, moins d'intérêt social dans les investissements communs. Les partis conservateurs n'ont pas d'autres avenir que le passé à l'identique, le futur étant laissé au marché, malgré la dégradation progressive des aménités positives des biens publics. Aujourd'hui, la sécurité intérieure des villes américaines n'est plus assurée et les communes quasi indépendantes pour riches se développent (28 millions d'américains), certaines interdites aux enfants, avec des règles de vie et même de décoration très strictes. Pour Braudel, la différence entre une culture et une civilisation, c'est l'importance de la vie citadine. Or, les villes contemporaines connaissent une crise, sans perspective d'amélioration de la situation. Nous en sommes au même plan qu'au Moyen Age.

Au plan mondial, des politiques de coopération sont nécessaires et elles impliquent la perte d'une partie importante de la souveraineté nationale. Les gouvernements ne peuvent plus agir indépendamment dans la sphère économique, car les taux d'intérêt, les balances budgétaires, les systèmes microéconomiques de régulation publique dépendent dorénavant de la coopération ou de la concurrence. Or, la mondialisation n'est pas un processus démocratique, puisque les bureaucrates européens ou les étrangers exercent une influence considérable sur la vie nationale. La démocratie a besoin d'une utopie, une route vers une meilleure société, une vision qui dépasse les intérêts particuliers étroits/

Il n'existe pas un modèle universel de démocratie, mais le politique doit réinvestir l'économie, avec les refus de la raison technocratique, de la théorie des anticipations rationnelles qui refuse tout volontarisme économique et toute volonté de coordination sociale et d'un individualisme excessif qui rejette les valeurs collectives. C'est un véritable enjeu de civilisation. La globalisation est une procédure dangereuse dans une économie nationale en crise. La compression du temps et de l'espace a forcé les pays à repenser leurs politiques nationales et à chercher une plus grande coopération économique. La concurrence imposée entre les Etats n'est pas souhaitable, surtout quand leurs intérêts résident plutôt dans la coopération. Il faut donc limiter les projets de marchés géants, en ayant une politique coordonnée en matière de santé, d'éducation, de subventions et de soutien régional. Si les communautés intégrées d'Etats ne peuvent être améliorées, il faut les abandonner. Le succès en matière de compétition suppose de vaincre les résistances et de supprimer les obstacles et les compétiteurs, par tous les moyens, même illégaux. Ce qui

favorise les grandes multinationales. Tout le système fonctionne sans véritable leader, autre que la prédominance des “valeurs américaines” généralisées. Or, les idéologies alternatives disparaissent, les religions s'affaiblissent ou se divisent. Pendant longtemps le capitalisme a eu une identité avec la peur du communisme. Sans son adversaire, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice. Tout le monde suit son propre intérêt. Les nouvelles technologies de l'information rendent encore plus difficile le leadership, car elles réduisent le mystère et l'autorité.

La géographie politique a complètement changé, avec de nouvelles nations et de nouveaux conflits. On parle de plus en plus d'une gendarmerie mondiale. Le développement des régionalismes pose aussi problème, en même temps que se développent des zones économiques d'intégration. Le capitalisme et la démocratie n'ont plus de concurrents. Le futur héros n'est pas le capitaliste “smithien”, ni le petit businessman, mais celui qui construit de nouvelles industries qui font rêver en donnant la joie de construire un royaume économique. Schumpeter pensait que le capitalisme mourrait de la bureaucratisation de l'invention et des innovations et du faible soutien des intellectuels qui aspirent à défendre des causes nobles. Le danger n'est pas que le capitalisme explose comme le communisme, car il ne s'autodétruit pas. La stagnation est le danger, avec son lot de misère et l'absence de solution devant la puissance de l'idéologie de la globalisation libérale sans contrôle public.

Bibliographie

Arrow, K. (1963), Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care, *American Economic Review*.

Baechler, J. (1971), *Les origines du capitalisme*, Gallimard, Paris.

Barre, R. Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble

Boyer, R., Drache, D. (1996), *States Against Markets. The limits of globalization*, Routledge, London.

Cahiers Français (1998). *Découverte de l'économie. Les politiques économiques*, La Documentation française, n° 284, janvier-février.

Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi.

Coulomb, F. Fontanel, J. (2000), *Puissance des Etats et globalisation*, Ares, Défense et sécurité.

Courlet, C. (1997), *Globalisation et frontière*, in *Crise et Puissance*, Colloque International en hommage à Louis Reboud, CUREI, Espace Europe, Grenoble.

Crozier, M. (1979), *Etat-modeste, Etat-moderne*, Fayard, Paris.

Eisner, R. (1994), *The Misunderstood Economy*, Harvard Business School Press, Boston.

Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*, Les Cahiers de l'Ecologie, Editions Entente, Paris.

Fontanel, J. (1968), *La planification française et le patronat*, Mémoire Maîtrise, Université des Sciences Sociales de Grenoble.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), *L'effort économique de défense*, Ares, n Spécial, Grenoble, Lyon

Fontanel, J. (Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), *La guerre économique*, ARES, Défense et Sécurité, Grenoble, 1992

Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris

Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), *The principles of arms conversion in the case of Russia*, *Defence and Peace Economics*, 1995, 6.3.

Fontanel, J. (1997), *De L'Etat-Providence à l'Etat-collaborateur : Incidences d'une mondialisation mal maîtrisée*. Hal-02416019.

Fontanel, J. (1998), *Conversion et aide de l'Etat*, in *Europe/Etats-Unis, coopérations et compétitions dans le domaine des systèmes de défense et des hautes technologies* (Maulny et Caillaud Ed.), La documentation française, Paris

Fontanel, J. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2000), *Les fondements de l'action économique de l'Etat*, Côté Cours, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Fontanel, J. (2000), *La formation de l'Etat, son évolution et son utilité systémique*, in *Les fondements de l'action de l'Etat*, Côté Cours, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Fontanel, J. (2000), *L'arme économique et son application dans l'histoire contemporaine*, in *Les fondements de l'action de l'Etat*, Côté Cours, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

- Fontanel, J. (2001, à paraître), L'action économique de l'Etat, L'Harmattan, Paris.
- Galbraith, J.K. (1974), Le nouvel état industriel ? Le Seuil, Paris.
- Garten, J.E. (1997), Business and Foreign Policy, Foreign Affairs, May/June
- Gillespie, K. & McBride, J.B. (1996), Global Implications, The Columbia Journal of World Business, Winter.
- Greffe, X. (1994), Economie des politiques publiques, Dalloz, Paris.
- Hénin, P.Y. (1981), Théories des déséquilibres et régulation macroéconomique, Etudes sur l'économie du déséquilibre, Economica, Paris.
- Krugman, P. (1998), La mondialisation n'est pas coupable, La Découverte, Paris.
- Kuttner, R. (1997), The limits of market. The American Prospects, March-April.
- Luttwak, E.N. (1998), Le turbo-capitalisme, Editions Odile Jacob, Paris.
- Marglin, S. (1984), The Wealth of Nations, The New York Review, 19 July.
- North, D. (1990), Institutions, Institutional Change and Economic Performance, Cambridge University Press, 1990.
- North, D. (1994)n Economic Performance through Time," American Economic Review, 1994.
- Perroux, F. (1954), L'Europe sans rivage, PUG, Grenoble.
- Petrella, R. (1996), Globalization and internationalization: the dynamics of the emerging World Order, in Boyer et Drache Ed. pp. 62-83.
- Porter, M. (1987), The competitiveness of Nations, McMillan, New York.
- Reich, R.B. (1992), The Work of Nations, Vintage Books, New York.
- Sen, A. (1983) Development : Which way now ?, Economic Journal Vol 93.
- Thurow, L. (1996), The future of capitalism, Morrow/Harper Coillins
- Thurow, L. (1980), The Zero-Sum Society, William Morrow and co. New York.
- Wallenstsein, M. (1974), Sous-développement et dépendance, Esprit, Février.